

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie,

Vu le décret n° 67-956 du 27 octobre 1967 relatif à l'ouverture anticipée du droit à la pension de retraite de mineur ;

Vu la convention conclue le 5 mars 1968 entre les Charbonnages de France et la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines au sujet de l'application du deuxième alinéa de l'article 6 du décret du 27 octobre 1967 susvisé,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La dérogation prévue par l'article 1^{er} du décret du 27 octobre 1967 susvisé est rendue applicable, du 1^{er} juin 1985 au 31 mai 1986, aux ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise affectés aux services de reclassement du personnel excédentaire du fond et du jour des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, des Houillères du bassin de Lorraine et des Houillères du bassin du Centre-Midi.

Art. 2. - Les remboursements auxquels peut prétendre la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, en application de l'article 6 du décret du 27 octobre 1967, sont assurés dans les conditions fixées par la convention du 5 mars 1968 susvisée.

Art. 3. - Le directeur du gaz, de l'électricité et du charbon, le directeur du budget, le directeur de la sécurité sociale et le délégué à

l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 1985.

*Le ministre du redéploiement industriel
et du commerce extérieur,*

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,

B. GOURY

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

J. CHOUSAT

*Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité nationale,*

porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C.-H. FILIPPI

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la formation professionnelle,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
du redéploiement industriel et du commerce extérieur,
chargé de l'énergie,*
MARTIN MALVY

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 85-594 du 31 mai 1985 fixant des conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de l'éducation nationale, du ministère de la culture et du ministère de la jeunesse et des sports dans des corps de fonctionnaires de catégorie D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de la culture, du ministre délégué à la jeunesse et aux sports et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment les articles 79 et 80 ;

Vu le décret n° 58-651 du 30 juillet 1958 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau et de sténodactylographes des administrations centrales et des services extérieurs et de commis des services extérieurs et aux corps de secrétaires sténodactylographes et adjoints administratifs des administrations centrales des ministères et administrations assimilées ;

Vu le décret n° 65-923 du 2 novembre 1965 modifié portant statut particulier du personnel de service des établissements d'enseignement administrés par l'Etat et relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 67-577 du 10 juillet 1967 modifié portant statut particulier du corps des gardiens et du corps des magasiniers des bibliothèques dépendant de la direction des bibliothèques et de la lecture publique du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D ;

Vu le décret n° 71-989 du 13 décembre 1971 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de service des services extérieurs et aux corps d'agents de service et d'huissiers des administrations centrales des ministères et établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 80-790 du 2 octobre 1980 modifié portant statut particulier des personnels techniques de laboratoire des établissements relevant du ministère de l'éducation ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du 6 juillet 1984 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire interministériel en date du 13 février 1985 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Les agents du ministère de l'éducation nationale, du ministère de la culture et du ministère de la jeunesse et des sports qui occupent un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et qui remplissent les conditions énumérées à l'article 73 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ont vocation à être titularisés, sur leur demande, dans un corps de fonctionnaires de catégorie D déterminé en application de l'article 80 de la loi du 11 janvier 1984 précitée, dans les conditions fixées par le tableau de correspondance annexé au présent décret.

Art. 2. - L'accès aux corps de fonctionnaires de la catégorie D des agents comptant une ancienneté égale ou supérieure à cinq ans a lieu par voie d'intégration directe.

La titularisation dans les corps de la catégorie D des agents présentant une ancienneté inférieure à cinq ans est subordonnée à l'inscription des candidats sur une liste d'aptitude établie en fonction de leur valeur professionnelle, après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil.

Art. 3. - Les agents bénéficiaires du présent décret sont classés à un échelon déterminé selon les modalités fixées à l'article 6 du décret du 27 janvier 1970 susvisé.

Art. 4. - Les agents non titulaires appartenant aux catégories mentionnées en annexe disposent, pour présenter leur candidature, d'un délai de six mois à compter de la date de publication du présent décret s'ils remplissent les conditions requises ou, à défaut, à compter de la date à laquelle ils remplissent ces conditions.

Un délai d'option d'une durée égale leur est ouvert à compter de la date à laquelle ils reçoivent notification de leur classement pour accepter leur titularisation.

Art. 5. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la culture, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, le secré-

taire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 1985.

LAURENT FABIUS

Par le premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de la culture,
JACK LANG

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,
ALAIN CALMAT

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des simplifications administratives,
JEAN LE GARREC

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget
et de la consommation,
HENRI EMMANUELLI

ANNEXE

Tableau de correspondance

CATEGORIES D'AGENTS NON TITULAIRES	FONCTIONS EXERCEES	CORPS DE FONCTIONNAIRES
Personnels auxiliaires et assimilés en fonctions dans : - les services extérieurs du ministère de l'éducation nationale ou du ministère de la jeunesse et des sports ; - les établissements publics à caractère administratif relevant des mêmes ministères ; - les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.	Agent de service	Agents de service des établissements d'enseignement administrés par l'Etat et relevant du ministère de l'éducation nationale (décret n° 65-923 du 2 novembre 1965). Agents de service des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale (décret n° 71-989 du 13 décembre 1971).
	Agent de bureau	Agents de bureau des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale (décret n° 58-651 du 30 juillet 1958).
Personnels auxiliaires et assimilés en fonctions dans les établissements publics d'enseignement ou de formation relevant du ministère de l'éducation nationale ou du ministère de la jeunesse et des sports.	Agent de service	Agents de service des établissements d'enseignement administrés par l'Etat et relevant du ministère de l'éducation nationale (décret n° 65-923 du 2 novembre 1965).
	Agent de bureau	Agents de bureau des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale (décret n° 58-651 du 30 juillet 1958).
Personnels auxiliaires et assimilés en fonctions dans les administrations centrales du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la jeunesse et des sports.	Agent de service	Agents de service de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale (décret n° 71-989 du 13 décembre 1971).
	Agent de bureau	Agents de bureau de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale (décret n° 58-651 du 30 juillet 1958).
Personnels auxiliaires et assimilés en fonctions dans les établissements publics d'enseignement ou de formation relevant du ministère de l'éducation nationale.	Agent de laboratoire	Agents de laboratoire des établissements scolaires (décret n° 80-790 du 2 octobre 1980).
Agents contractuels de 3 ^e catégorie (circulaire n° 78-130 du 22 mars 1978) rémunérés sur le budget des lycées et collèges pour l'exécution des conventions de formation continue et des conventions portant création de centres de formation d'apprentis.	Agent de service	Agents de service des établissements d'enseignement administrés par l'Etat et relevant du ministère de l'éducation nationale (décret n° 65-923 du 2 novembre 1965).
	Agent de bureau	Agents de bureau des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale (décret n° 58-651 du 30 juillet 1958).
Agents contractuels administratifs de 5 ^e catégorie (circulaire n° 76-104 et n° 76-U-047 du 9 mars 1976) en fonctions dans les services extérieurs, les établissements publics à caractère administratif, les établissements publics d'enseignement ou de formation ou les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel relevant du ministère de l'éducation nationale.	Agent de bureau	Agents de bureau des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale (décret n° 58-651 du 30 juillet 1958).
Personnels auxiliaires et assimilés en fonctions dans les bibliothèques relevant du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la culture.	Gardien des bibliothèques	Gardiens des bibliothèques (décret n° 67-577 du 10 juillet 1967).

Arrêté du 29 avril 1985 relatif au budget pour 1984 du Centre national des œuvres universitaires et scolaires

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre de l'éducation nationale en date du 29 avril 1985, le budget pour 1984 du Centre national des œuvres universitaires et scolaires est majoré en recettes et en dépenses d'un montant de 7 007 114 F (décision modificative n° 3).